

Luttes pour la démocratie et la quête d'un nouveau démocratique dans la sous-région des Grands Lacs, *Rutake Pascal*

La crise socio-économique qui secoue concomitamment les trois pays de la Région des grands lacs le BURUNDI, le RWANDA et la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO interpelle ses intellectuels de la Sous Région à réfléchir sur la quête d'un nouveau démocratique dans la sous région pour instaurer la paix et la concorde nationale et régionale.

Il est qu'urgent d'assurer la stabilité et l'épanouissement des populations de ces trois pays éprouvés par les turbulences ethnico-politiques qui continuent à emporter de nombreuses vies humaines.

Ma contribution s'articule essentiellement sur :

1. Le multipartisme et la démocratie appliquée dans la sous région ;
2. La transition pour quelle démocratie dans la sous région ;
3. Les innovations de la démocratie pour une paix durable dans la sous région

I.. MULTIPARTISME ET SEMOCRATIE APPLIQUEE.

L'évènement de la démocratie fondée sur le Multipartisme dont l'un des postulats est le suffrage universel, avec la règle majoritaire a aiguisé la conscience démographique au sein des entités ethniques. On a vu naître les partis politiques sur le lit de parenté biologique et les coalitions se fonder sur la proximité naturelle plus que sur le partage des valeurs philosophiques ou la communauté des idéaux politiques, le solidarités de sang a présidé à la formation des alliances et déterminé le jeu de la course au pouvoir.

Ici est la source de l'ethno-démocratie qui est en réalité la caricature de la démocratie, la négation même de celle-ci que certains appellent la perversion démocratique, le bilan de son expérimentation au Burundi et au Rwanda étant là pour en attester la nocivité au regard des conflits sanglants alarmants qui ont Marqué le RWANDA et le BURUNDI avec leur extension en République Démocratique du Congo.

II. La TRANSITION POUR QUELLE DEMOCRATIE.

Dans ces pays déchirés par des guerres et des troubles sociaux, la priorité de la transition est de faire la paix et de la maintenir en favorisant la compréhension et le respect mutuel en vue de promouvoir la paix par le dépassement des clivages ethniques ou régionales au moyen d'une solidarité effective soutenue par la commission ...et de destin partagés. Il s'agit de créer un climat qui mobilise les énergies positives d'une façon durable, La question qui se pose en cette période de transition pour les trois pays le BURUNDI, le RWANDA et la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO est de savoir si les Institutions en place et en post transition vont renforcer les prérogatives de l'Etat démocratiques, de l'Etat de droit, promouvoir la démocratie participative et prévenir les conflits à l'intérieur de l'Etat et dans les relations sur les Etats de la région. Les institutions de transitions au Burundi et en R.D.C. ont le mérite d'avoir associé à la

question du pouvoir toutes les composantes politiques et ethniques du pouvoir qui ont accepté d'impliquer leurs efforts dans la mise en application des accords d'Arusha pour le Burundi et de Pretoria pour la République Démocratique du Congo ;

lesquels accords ont en commun l'engagement des deux pays à édifier un Etat de droit durable fondé sur le pluralisme politique, la séparation de pouvoirs entre le l'exécutif, le législatif et Le judiciaire, la participation des citoyens à l'expression du pouvoir , le contrôle des gouvernements par les gouvernés, la transparence dans la gestion des affaires publiques, la protection des personnes et de leurs biens, le plein épanouissement de chaque citoyen et le développement harmonieux de la communauté nationale. La transition pour la Burundi, le Rwanda et le République Démocratique du Congo constitue l'étape de la mise en place des institutions démocratiques par la préparation, l'organisation des élections législatives et présidentielles.

Les gouvernements de transitions dans les trois pays sont composés de représentants des partis politiques agréés y compris pour le Burundi et la R.D.C. les représentants des groupes armés ayant signé les accords de réconciliation nationale. Pour le Rwanda, il est évident que le parti politique qui a organisé le génocide de 1994 n'est plus reconnu.

Pour contourner les soubresauts démocratiques que traverse la région des grands lacs, il faut que soient mises en place des institutions dont le fonctionnement assure le respect des droits des citoyens.

Pour prévenir la violence et les conflits, le démocratie doit s'appuyer sur une participation active de divers groupes qui composent la société avec l'objectif de rapprocher le citoyen du pouvoir qui le gouverne. Les Etats doivent pour ce faire constituer un cadre de gouvernance adapté à la gestion de cette complexité pour jouer leur rôle de cristallisation des valeurs qui doivent restaurer et reconstruire l'espace politique rassurante pour tous.

INNOVATIONS DE LA DEMOCRATIE POUR UNE PAIX DURABLE DANS LES PAYS DES GRANDS LACS

On a constaté de plus en plus que l'Etat post colonial ne constitue plus un cadre de gouvernance adapté à la gestion de la complexité politique et sociale et s'avère incapable de jouer un rôle de cristallisation des valeurs qui doivent restaurer et reconstruire l'espace politique rassurant pour tous.

Dans un renouveau démocratique adapté aux valeurs culturelles et sociales des pays de la sous région des grands lacs visant à pallier aux effets destructeurs de la nation créées par les Institutions importées d'ailleurs, la mise en place des institutions ayant en charge de jouer le rôle de contrepoids pour garantir les équilibres et modes de régulation internes sont en train de voir le jour au Burundi et au Rwanda.

Même si le multipartisme assure la participation politique des citoyens qui expirent par voie électorale, leurs préférences dans la recherche du mieux être et d'un meilleur avenir

dans la société, il s'avère impératif d'appliquer le système électoral qui met à l'écart toutes tentative d'institutionnaliser la Majorité de naissance qui exclus la minorité de naissance.

Les partis politiques eux-mêmes dans leur composition et leur organisation doivent écarter les tentatives ethnisantes des forces politiques garantissant la mise en commun des pensées et des objectifs de toutes les composantes ethniques et régionales.

L'autre question qui se pose en période de transition est de savoir comment instaurer un système de régulation interne de la société et de l'exercice du pouvoir par des contrôles et de contre-pouvoir, les sanctions pouvant aller jusqu'à la destitution . Les conseils des sages en tant qu'institutions ayant en charge de jouer le rôle de contrepoids équilibré et modes de régulation internes sont en train de voir le jour au Burundi et au Rwanda, pouvant ainsi constituer un centre pouvoir résultant d'actions collectives codifiées par la tradition et exerçant un effet régulateur.

L'INSTITUTION D'UBUSHINGANTAHE au BURUNDI et D'AGACACA au Rwanda traduisent la préoccupation des deux peuples de réinstaurer un système de régulation sociale et politique qui garantissent l'impartialité, la neutralité et l'objectivité de ces institutions composées de personnes reconnues par leur probité morale dans le milieu social, constituant ainsi un contrepouvoir non politique qui veille à régler les conflits et les divergences entre citoyens eux-mêmes et entre ceux-ci et le pouvoir.

La société civile doit ainsi apporter sa contribution pour l'instauration d'une démocratie sans toutefois se lancer dans les compétitions et les confrontations politiques.

Le CREFOPAD étant une association apolitique qui regroupe les professeurs des Universités du Burundi, du Rwanda et de la République Démocratique du Congo a organisé à Bujumbura (Burundi) au mois de mai de cette année un atelier de réflexion sur « LA CONTRIBUTION DES INTELLECTUELS POUR LA REINSTITUTION D'UNE CULTURE DE LA PAIX DANS LA SOUS REGION DES GRANDS LACS ».